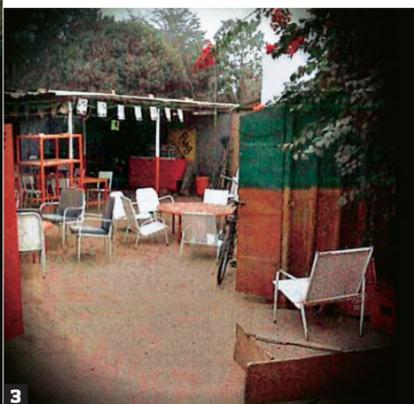
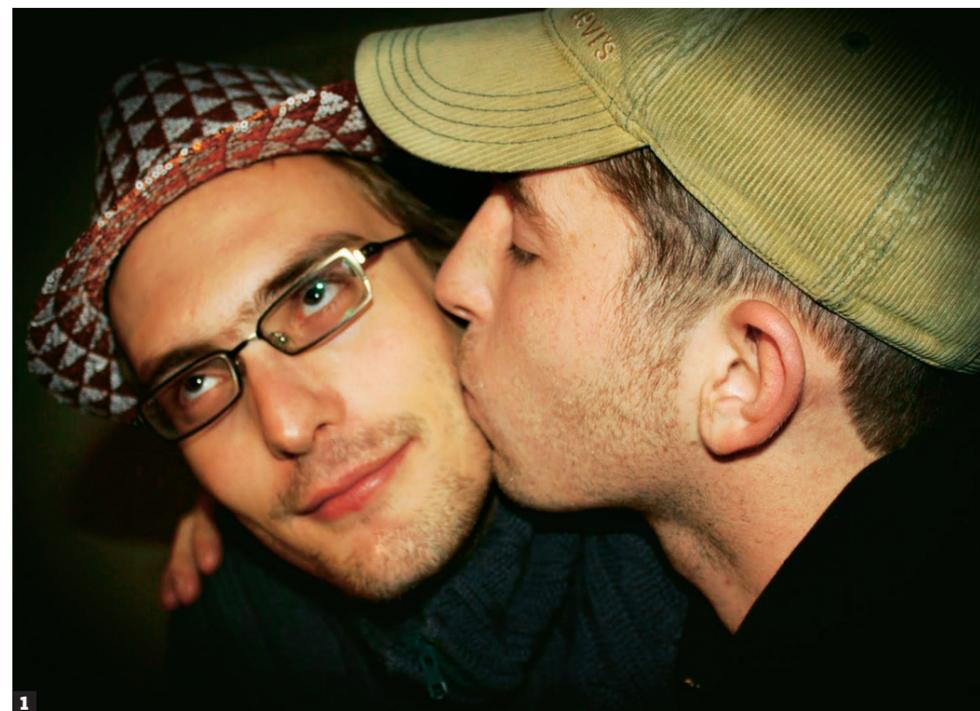


ANTOINE ET VINCENT LES OTAGES SACRIFIÉS

Six ans et demi après la mort de leurs fils, kidnappés au Niger par des terroristes d'Aqmi, les parents d'Antoine de Léocour et de Vincent Delory envisagent d'attaquer l'État français en justice. Ils reprochent aux autorités de l'époque de leur avoir caché la vérité sur l'intervention militaire, menée en plein désert par les forces spéciales françaises, pour libérer les deux otages. Selon eux, l'opération, qui s'est soldée par leur élimination, était destinée à donner un coup d'arrêt aux enlèvements dans la région.

Comme tous les jours, Gilles et Jacqueline Delory rendent visite à leur fils, Vincent. Sa tombe est l'une des plus fleuries du cimetière de Gravelines (Nord). « *Il y a eu un gros orage hier soir, on n'aura pas besoin d'arroser* », soupirent-ils face à la stèle. Leur garçon de 25 ans, ingénieur à Toulouse, est mort au Mali le 8 janvier 2011 avec son ami d'enfance, Antoine de Léocour, 25 ans. Kidnappés tous les deux au Niger par des terroristes d'Aqmi (al-Qaida au Maghreb islamique), ils ont été tués lors d'une tentative de libération menée en plein désert par les forces spéciales françaises. « *Indirectement, c'est à cause de l'armée s'ils sont morts. S'il n'y avait pas eu d'assaut, Vincent serait là, aujourd'hui, avec nous* », fulmine Gilles Delory. « *Mon frère Antoine a été exécuté par ses ravisseurs sous la pression de l'armée*, déplore Catherine de Léocour. *Il y avait peu de chances de les extirper de là vivants alors qu'on aurait pu négocier leur libération.* » La peine des deux familles n'a pas faibli depuis six ans. Reprochant à l'armée et aux politiques de leur cacher des éléments sur le déroulement de la mission, elles envisagent d'attaquer l'État français en justice. « *C'est François Hollande qui nous a conseillé de le faire pour obtenir des réponses, lorsqu'on l'a rencontré, en avril dernier* », expliquent-elles, espérant que ce recours leur permettra de lever les zones d'ombre qui entourent l'intervention militaire : « *Tant qu'on ne nous dira pas la vérité, on ne fera pas notre deuil.* » Janvier 2011. Antoine, un amoureux de l'Afrique et chef de projet au sein de l'ONG Aide médicale internationale en Centrafrique, doit se marier le 12 à Niamey. Il a demandé à Vincent d'être son témoin. « *C'était le premier voyage de Vincent en Afrique. On n'était pas rassurés* », explique la famille Delory. « *À l'époque, Niamey était une capitale sûre. Antoine y a vécu pendant deux ans et il ne s'y était rien passé* », confirment ses parents. Trois heures après avoir atterri dans la capitale du Niger, Vincent est assis avec son ami à une table du Toulousain, un bar fréquenté par des expatriés. Ils discutent des préparatifs de la noce. Il est 22 h 40 lorsque quatre hommes armés, le visage dissimulé par des turbans noirs, font irruption dans l'établissement. Deux montent la garde à l'entrée, les deux autres se dirigent vers les Français. « *Ils sont en train de partir avec les Blancs!* » crie une serveuse. « *Antoine était maintenu par le col de son vêtement, un pistolet pointé sur sa nuque. Ils marchaient les bras en l'air et ont été jetés à*



PHOTOS: THOMAS GOISQUE - DI. FR.

l'arrière d'un 4 x 4 blanc Toyota Land Cruiser », raconte Hamadou Noali, un vendeur ambulant de cigarettes qui a assisté à toute la scène. Les ravisseurs – au nombre de dix – filent vers le nord à bord de deux véhicules. Direction le Mali et l'adras des Ifhogas, base arrière d'Aqmi. Des gendarmes nigériens se lancent à leurs trousses et leur tendent plusieurs embuscades. En vain. Trois d'entre eux sont même faits prisonniers et leur pick-up bleu est intégré au convoi terroriste. À Paris, au même moment, les informations sur le rapt des deux Français sont transmises à Alain Juppé, ministre de la Défense, et à Nicolas Sarkozy, président de la République, alors en voyage officiel aux Antilles. Ce kidnapping n'est pas le premier dans la zone. Un an

et demi plus tôt, quatre employés français d'Areva ont été enlevés à Arlit, au nord du Niger, sur une base d'extraction d'uranium. « *Sarkozy ne voulait pas de deux otages de plus au Sahel*, confie à VSD Laurent Bigot, ex-directeur de la sous-direction Afrique de l'Ouest au Quai d'Orsay. *Quand ses collaborateurs l'ont informé que le convoi avait été repéré et que les forces spéciales françaises pouvaient intervenir, il a foncé. C'est son tempérament.* » Baptisée Archange foudroyant, la mission mobilise deux cents hommes, trois hélicoptères Cougar et un avion Atlantique 2 qui, à 5 000 mètres d'altitude, suit le convoi grâce à une caméra thermique. Sur les images vidéo que VSD a pu visionner, on y voit le 4 x 4 blanc des otages rouler en tête

Antoine (à g.), qui travaillait dans l'humanitaire (2), avait invité Vincent, son ami depuis la maternelle à Linselles (Nord) (1), pour être son témoin de mariage, à Niamey. Enlevés dans un bar le 7 janvier 2011, à 22 h 40 (3), ils sont morts le lendemain matin. Le 4 x 4 de leurs ravisseurs a été détruit dans le désert durant l'opération (5-6) qui a mobilisé trois hélicoptères Cougar de l'armée française (4).